



POLICE MUNICIPALE

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E

**CONCERNANT LA RESERVATION DE DEUX PLACES DE
STATIONNEMENT SUR LA VOIE PUBLIQUE
POUR LES PERSONNES TITULAIRES
DE LA CARTE G.I.G./G.I.C.
ESPLANADE DE FONCILLON**

EH/BD

APM 10/0994

Le Député-Maire de la Ville de ROYAN,

Vu les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 131-13 et R.610-5 du Code Pénal,

Vu la circulaire Ministérielle sur la décentralisation REG 15 N°826129 du 29 novembre 1982 et l'arrêté du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière,

Considérant la nécessité de faciliter le déplacement des personnes handicapées utilisant des voitures particulières,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Deux emplacements de stationnement affecté aux véhicules transportant des personnes handicapées seront réservés sur la voie publique à l'endroit suivant (voir plan joint) :

- Esplanade de Foncillon, à la gauche du Roc Plongé.*
- Esplanade de Foncillon, à proximité de l'embarcadère.*

ARTICLE 2 : Les dispositions précitées feront l'objet d'une signalisation conforme aux prescriptions à l'instruction générale sur la signalisation routière (matérialisation au sol et panneaux B6z1 et ETm6H) qui sera mise en place et maintenues par les services techniques de la ville.

ARTICLE 3 : Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et poursuivies, conformément aux articles R.417-11 § I 3° du Code de la Route, R.417-11 § II du Code de la Route, L.2213-2 3° du Code Général des Collectivité Territoriales, L.241-3-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

ARTICLE 4 : Tout véhicule en infraction aux présentes dispositions sera poursuivi conformément aux textes et règlements en vigueur.

MISE EN LIGNE LE 17-04-2023

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Principal de Police, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigade de Gendarmerie et Tous Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Certifié exécutoire
En vertu de l'article L.2131-3
du Code Général des Collectivités
Territoriales
le 26 juillet 2010

Fait à ROYAN, le 19 juillet 2010
Pour le Député-Maire,
Le Premier Adjoint,
Bernard GIRAUD